

Déclaration conjointe du Président de la république française, du Premier ministre britannique et du Premier ministre canadien sur la solution à deux États.

9.9.2026 - | Présidence de la République française

La solution à deux États au conflit israélo-palestinien est essentielle pour la paix, la stabilité et la sécurité au Moyen-Orient et au-delà. Il s'agit d'un intérêt national fondamental pour le Royaume-Uni, la France et le Canada que de protéger et de garantir cette issue.

L'expansion systématique des colonies en Cisjordanie, y compris la dernière décision du Gouvernement d'Israël de faire avancer la colonie E1, ainsi que la hausse considérable de la violence des colons, représentent une menace directe et urgente pour cette vision de paix.

Il y a un an, nous avons reconnu l'État de Palestine. Le moment est venu de prendre des mesures supplémentaires pour honorer notre engagement à protéger la solution à deux États, nos intérêts et pour défendre nos valeurs, avant qu'il ne soit trop tard.

Les colonies sont illégales au regard du droit international. Le Royaume-Uni, la France et le Canada prendront par conséquent des mesures pour interdire l'importation de produits en provenance des colonies et appliquer des sanctions ciblées contre les colonies et contre ceux qui les facilitent ou en tirent profit.

En agissant ainsi de manière coordonnée, nous réaffirmons notre volonté de maintenir un partenariat étroit et productif avec Israël, notre soutien indéfectible au peuple israélien et notre engagement inébranlable pour la sécurité d'Israël. Nous soutenons un Israël sûr et en sécurité, vivant aux côtés d'une Palestine sûre et en sécurité.

Ce jour marque un nouveau tournant dans notre approche pour protéger la solution à deux États. Nous co-présiderons une réunion à l'Assemblée générale des Nations Unies ce mois-ci pour faire avancer nos efforts et rechercher la paix.

[Traduit de l'anglais]

<https://www.elysee.fr/emmanuel-macron/2026/09/08/declaration-conjointe-du-president-de-la-republique-francaise-du-premier-ministre-britannique-et-du-premier-ministre-canadien-sur-la-solution-a-deux-etats>